

L'Europe moins optimiste que le Fédéral sur le budget belge

Le déficit belge rentre dans la norme et la reprise est bel et bien là. Mais l'Europe juge les prévisions budgétaires belges trop optimistes.

VINCENT GEORIS

Le diable se cache dans les détails. L'expression de Nietzsche convient à merveille aux prévisions économiques d'automne de la Commission européenne. Un exercice délicat, scruté avec la plus grande attention par les chancelleries européennes. Ces prévisions orienteront les avis que la Commission remettra dans une dizaine de jours sur les projets de budgets des Etats de la zone euro. Elles permettent aussi de savoir qui s'écarte, ou pas, des règles d'or du pacte de stabilité, la plus importante étant de maintenir un déficit budgétaire sous la barre des 3% du PIB.

Croissance modérée, déficit acceptable

La Belgique peut souffler. Elle a réussi à ra-

mener son déficit à 2,7% en 2015, alors qu'elle était à 3,1% l'an dernier. C'est un peu moins optimiste que ce que prévoit le gouvernement Michel (2,6%), mais ça passe. Suite à sa contre-performance de 2014, le pays avait frôlé le carton rouge et le bâton de l'austérité. La déviation avait été autorisée par l'exécutif européen début 2015.

Bonne nouvelle, le déficit devrait encore se résorber à 2,6% en 2016 et 2,3% en 2017. Ce bon bulletin tient dans l'amélioration du climat des affaires. La Commission prévoit un PIB à 1,3% en 2015 et 2016 et une montée à 1,7% en 2017. «Les entreprises commencent à récolter les avantages de l'amélioration de la compétitivité», dit l'exécutif européen.

Mais les bonnes nouvelles s'arrêtent là, car, à la lecture, les données du gouvernement belge s'avèrent plus optimistes que celles de l'Europe. Pour 2016, la Belgique table sur 2% de déficit, et non 2,6%, comme le prévoit l'UE. C'est une différence importante.

Les choses sont plus inquiétantes lorsqu'on examine le déficit structurel du pays (c'est-à-dire le solde négatif des finances publiques sans tenir compte de l'impact de la conjoncture). L'indicateur qui compte le plus, aux yeux des économistes.

Effort budgétaire insuffisant

Le gouvernement Michel avait prévu une amélioration du déficit structurel de 0,6 à 0,8 point de pourcentage par an, pour arri-

ver à l'équilibre en 2018. Or, selon la Commission, cette amélioration ne sera que de 0,4 point en 2016. «Cet indicateur est important, car c'est lui qui permet de jauger la politique budgétaire, et c'est inférieur aux recom-

mandations du Conseil européen», dit un expert proche de l'Union européenne. Pire, la Commission prévoit un déficit structurel de 2,2% en 2017. Comment le pays reviendra-t-il à l'équilibre en un an?

D'où provient ce fossé entre l'analyse de l'Europe et celle du Fédéral? «La Belgique a pris un certain nombre de mesures dont l'impact est encore incertain, par exemple la taxe sur la transparence (NDLR: Taxe Caïman), la diminution des impôts sur les personnes physiques ou encore l'amélioration du solde des autorités locales, moins importante que prévu».

Comme pour enfoncer le clou, les données de l'inflation divergent aussi. La Commission prévoit une inflation en 2016 (1,7%) supérieure aux prévisions du gouvernement belge (1,2%). Cette différence provient de divergences sur l'impact de certaines mesures, dont la TVA à 21% sur l'électricité qui devrait tirer l'inflation vers le haut. «En conséquence, l'indexation sur les allocations sociales aura lieu plus tôt que prévu en 2016».

La Belgique dévie par rapport aux objectifs européens. Selon nos informations, cette déviation est «acceptable» à court terme. À moyen terme, l'accumulation de déviations pourrait valoir un carton rouge au pays.

LE RÉSUMÉ

CROISSANCE DES PRINCIPAUX PAYS DE L'UE 2016

La reprise économique se confirme en Europe, et la Belgique fait partie des pays en croissance. Même si celle-ci reste «modérée».

Le déficit public belge est revenu dans la norme européenne. Mais le déficit structurel de la Belgique dévie des objectifs européens. Le doute est permis sur un retour à l'équilibre en 2018.

Belgique

PIB

+1,3%

Déficit public en % du PIB

2,6%

Inflation

1,7%

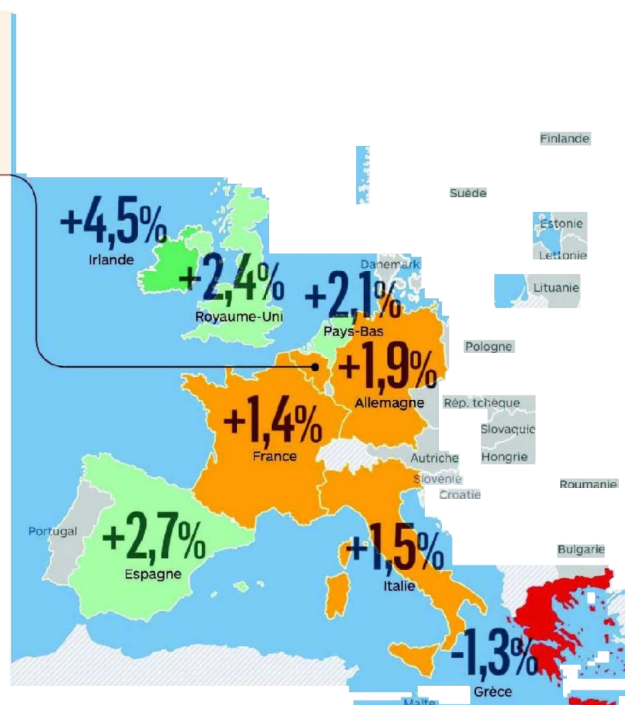
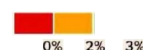
Chômage

8,4%

Source: Eurostat

Membre de l'UE

Croissance du PIB



UN «TROU» DANS LE TAX SHIFT? C'EST REPARTI POUR UN TOUR

On prend les mêmes, et on recommence. *«Il manque trois milliards pour financer la hausse du salaire net et le reste du virage fiscal»*, déclarait hier le député Eric Van Rompuy (CD&V) sur les ondes de Bel RTL. *«Il n'y a pas de trou dans le tax shift»*, réagissait aussitôt sur Twitter le ministre des Finances. Cela ne vous rappelle rien? Il y a tout juste une semaine, la ministre du Budget jouait la carte de la franchise: **oui, il reste trois milliards à dénicher d'ici 2019** pour financer la totalité de la réforme fiscale et revenir à l'équilibre budgétaire – rien d'insurmontable, précisait Sophie Wilmès (MR). Une honnêteté qui avait suscité le courroux de Johan Van Overtveldt (N-VA), le grand argentier faisant valoir que le *tax shift* était entièrement financé jusqu'en 2018 et que, s'il manquait des sous, c'était pour boucler le budget. Puisque le disque tourne en rond, répétons la même chose que la semaine passée. **Le point de vue de Johan Van Overtveldt ne résiste pas à une analyse sérieuse.** Ce dernier arrête son boulier compteur en 2018, au lieu de 2019. Surtout, il fait semblant de croire qu'il y a plusieurs budgets de l'Etat, dont un séparé pour le virage fiscal. C'est faux. Financer le tax shift ou dégager des moyens pour revenir à l'équilibre, budgétairement, c'est chou vert et vert chou. **B.M.**

La reprise se confirme en Europe

La reprise économique, en cours depuis trois ans, se confirme et s'étend même à toute l'Union européenne. «*Les vents arrières, les vents porteurs continuent à souffler*», dit Pierre Moscovici, le commissaire européen aux Affaires économiques. «*Mais le ralentissement économique plus important que prévu en Chine et dans les pays émergents*» fait que «*la force des vents devrait se réduire progressivement*».

Le PIB de la zone euro devrait croître de 1,6% en 2015, puis de 1,8% en 2016 et 1,9% en 2017. Le chômage devrait reculer à 10,6% en 2016 contre 11% en 2015. L'inflation devrait repartir l'année prochaine à 1%.

La Commission explique la reprise économique par la «*baisse des prix du pétrole, une politique monétaire accommodante et la faiblesse re-*

lative de la valeur externe de l'euro».

La Grèce reste l'exception européenne. La crise des derniers mois et les difficultés pour conclure un accord avec les créanciers continuent à peser sur l'économie grecque. Elle restera en récession en 2016, avant de connaître une reprise en 2017.

La France épinglée

Le déficit budgétaire de la Grèce (-4,6%) continue à dépasser la limite de 3% autorisés par le pacte de stabilité. De même que celui de la France (-3,8%) et de l'Espagne (-4,7%). La France ne devrait pas revenir dans les clous en 2016, ni en 2017, année des présidentielles, où le gouvernement avait promis le retour à l'équilibre.

L'Espagne, par contre, devrait parvenir à l'orthodoxie budgétaire

en 2017. Madrid prévoit toutefois un important dérapage budgétaire en 2016, mais la Commission ne l'a pas sanctionné, ce qui est interprété comme étant un soutien politique à l'égard du gouvernement de Mariano Rajoy, membre du PPE au Parlement européen, le même groupe que le président de la Commission Jean-Claude Juncker.

Effet positif des réfugiés

Les réfugiés pourraient avoir un impact positif de 0,2 à 0,3% sur le PIB de l'Europe, selon la Commission. «*Cela combat un certain nombre d'idées reçues*», dit Pierre Moscovici. «*L'augmentation de la population pourrait se traduire par des emplois supplémentaires. Mais tout dépendra des efforts d'intégration que les États européens réaliseront.*»

V.G.